



COMMISSION
EUROPÉENNE

LA HAUTE REPRÉSENTANTE DE
L'UNION EUROPÉENNE POUR
LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET
LA POLITIQUE DE SÉCURITÉ

Bruxelles, le 16.5.2014
JOIN(2014) 19 final

RAPPORT CONJOINT AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL

Région administrative spéciale de Macao: rapport annuel 2013

SYNTHESE

Depuis la rétrocession de Macao à la République populaire de Chine en 1999, l'Union européenne et ses États membres suivent de près l'évolution de la situation politique et économique dans la région administrative spéciale (RAS) de Macao dans le cadre du principe «un pays, deux systèmes». Conformément à l'engagement pris en 1999 à l'égard du Parlement européen, un rapport annuel est publié sur l'évolution de la situation dans cette région. Le présent rapport, portant sur l'année 2013, est le douzième.

L'UE estime que le principe «un pays, deux systèmes», qui est consacré dans la loi fondamentale de Macao, a continué à fonctionner correctement en 2013. Les droits et les libertés fondamentales de la population de Macao ont été respectés. La politique économique a continué à suivre les principes de l'économie de marché dans le respect de l'État de droit. De nouveaux progrès ont été accomplis en matière de promotion de la transparence et d'une bonne gouvernance.

Le système de gouvernance politique de Macao s'est démocratisé avec l'élection au scrutin direct en 2013 de nouveaux membres de l'assemblée législative. L'UE espère que de nouveaux progrès seront réalisés dans cette voie aboutissant à terme à l'instauration du suffrage universel pour l'élection de l'assemblée législative ainsi que du chef de l'exécutif. Elle souhaite vivement aider Macao à renforcer le pouvoir judiciaire et à améliorer le cadre institutionnel et réglementaire relatif aux activités commerciales.

Les relations bilatérales entre l'UE et Macao se sont consolidées. En 2013, l'UE et Macao ont célébré le 20^e anniversaire de l'entrée en vigueur de l'accord de commerce et de coopération. Cet anniversaire a été marqué par la visite à Macao du président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, en novembre 2013. Les relations dans le domaine des échanges et des investissements se sont considérablement renforcées et n'ont posé dans l'ensemble aucun problème. L'UE et la RAS de Macao ont signé un accord horizontal relatif aux services aériens, qui crée un cadre juridique à l'échelle de l'UE pour le développement des relations de l'aviation civile avec Macao.

ÉVOLUTION DE LA SITUATION POLITIQUE

2013 a été la quatrième année au pouvoir de M. Chui Sai On, le chef de l'exécutif de la RAS de Macao. Les priorités stratégiques du gouvernement sont restées la diversification de l'économie, le renforcement de la coopération dans la région du delta de la rivière des Perles, l'élargissement des relations avec les pays lusophones et la résolution des problèmes liés aux moyens de subsistance.

Dans son discours annuel du 15 novembre 2013 devant l'assemblée législative, le chef de l'exécutif a déclaré que Macao avait réussi à surmonter ses difficultés intérieures et extérieures grâce à un important soutien de l'administration centrale et aux efforts conjoints du gouvernement et de la population de la région, ce qui a contribué à des progrès continus sur les plans social, politique, économique et culturel.

Le gouvernement de Macao a continué à accorder la priorité à la dimension humaine dans sa politique en améliorant les mesures ayant une incidence sur les aspects relatifs au bien-être de la population et en favorisant la diversification économique. Le chef de l'exécutif a mis l'accent sur la nécessité d'améliorer l'administration publique, la redevabilité, la transparence et la protection de la liberté de la presse, ainsi que sur le renforcement de l'État de droit.

Des progrès ont été accomplis en matière de réforme politique au cours des élections de l'assemblée législative du 15 septembre 2013. Le nombre de membres de l'assemblée législative est passé de 29 à 33. Deux nouveaux sièges représentant des circonscriptions géographiques et deux nouveaux sièges dont les titulaires représentent des circonscriptions fonctionnelles et qui sont élus au suffrage direct ont été créés. Ils représentent les intérêts d'organisations du patronat, de syndicats, de professionnels, de l'assistance sociale, de l'éducation, de la culture et du milieu sportif. Les électeurs de Macao ont choisi 14 représentants parmi les 33 sièges de l'assemblée. Il s'agit d'une avancée, certes modeste mais positive, vers un renforcement du fondement démocratique du gouvernement de la RAS de Macao.

Comme la loi de Macao n'autorise pas les partis politiques à présenter des candidatures individuelles, des listes de candidats ont été déposées. Au total, 145 candidats ont conduit 20 listes pour récolter les votes de 277 153 électeurs inscrits sur les listes électorales. La campagne électorale a duré deux semaines et a été soumise à l'application de règles strictes, qui ont été supervisées par le comité des affaires électorales. L'impartialité du comité a fait l'objet de remises en cause et le parquet a proposé d'examiner son rôle et de prolonger la campagne de deux semaines.

Le taux de participation au scrutin des électeurs figurant sur les listes électorales de Macao a été de 55 %, soit 151 881 personnes, ce qui correspond à une baisse de 5 % par rapport aux élections de 2009 et à la participation la plus faible depuis 2001. Les candidats du pouvoir en place, qui ont gagné 23 sièges (12 sièges représentant des circonscriptions géographiques et 11 sièges représentant des circonscriptions fonctionnelles), ont recueilli une large majorité. Étant donné que le chef de l'exécutif désigne directement les titulaires de sept sièges supplémentaires, le gouvernement peut compter sur le soutien de pratiquement tous les membres de l'assemblée.

En mars 2013, le Comité des droits de l'homme des Nations unies a fait le point sur l'état du processus de ratification par Macao du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Dans ses conclusions, le Comité a demandé au gouvernement de la RAS de Macao de présenter d'ici un an un plan visant à «définir le calendrier de transition vers un système électoral fondé sur un suffrage universel et égal qui permettra à tous ses citoyens de jouir du droit de vote et du droit d'être candidats aux élections». L'UE appuie cet objectif.

En 2013, la liberté d'expression a été largement respectée à Macao. La population a pu continuer à exercer sa liberté d'expression sans entrave et la presse écrite et les médias électroniques ont exprimé un large éventail de points de vue. Pendant la période électorale, les médias de Macao ont diffusé des informations à propos des élections et des programmes

politiques des différentes listes électorales. Ils ont également sensibilisé les électeurs à propos des enjeux électoraux. Certaines inquiétudes persistaient à propos de l'état de la liberté de la presse et de la politique du gouvernement à l'égard de l'accès des journalistes aux informations gouvernementales. À deux reprises, des journalistes de Hong Kong de médias de l'opposition, comme ceux du Apple Daily, n'ont pas pu entrer sur le territoire de Macao. Toutefois, les réseaux sociaux ont pu continuer à fonctionner librement et ont connu une forte croissance.

Il a été plus particulièrement nécessaire d'accorder une attention à la promotion de la transparence et de la bonne gouvernance, comme en témoignent plusieurs affaires de corruption très médiatisées. En 2013, la Commission contre la corruption (CCAC) a rendu un rapport selon lequel 1279 affaires avaient été traitées en 2012. Parmi celles-ci, 852 concernaient de nouvelles plaintes, ce qui correspond à une hausse de 8% par rapport à l'année précédente; 183 affaires ont été déposées au parquet à des fins d'investigation, ce qui représente 71 affaires supplémentaires par rapport à 2011. Cette hausse est conforme à la tendance qui a été amorcée en 2010. Près de 60% des affaires enregistrées en 2012 ont été déposées par des plaignants qui ont fourni leurs données personnelles. Cela démontre que les citoyens ont été davantage enclins à signaler les délits et connaissent mieux leurs droits.

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

L'économie de Macao a enregistré une forte croissance de 11,9% de son PIB en 2013 alors qu'elle s'élevait à 9,1% en 2012. Cette hausse a été principalement soutenue par des exportations importantes de services liés aux secteurs du tourisme et des jeux. Les dépenses en matière d'investissements ont également fortement augmenté en raison de projets de construction d'hôtels et de logements sociaux. L'inflation est demeurée relativement élevée à 5,5%¹, en raison de la pression inflationniste liée aux prix plus élevés des produits de base importés et à la forte activité économique.

Le tourisme a été florissant pendant toute l'année 2013: 29,3 millions d'arrivées ont été enregistrées, ce qui correspond à une hausse de 4,6% par rapport à l'année 2012. Les visiteurs en provenance de la Chine continentale ont représenté 63,5% des touristes et ont fortement contribué à l'importante croissance économique de Macao. Les recettes générées par les jeux ont fortement augmenté avec une hausse de 18,6%, ce qui correspond à un montant de 360 milliards de MOP en 2013². Macao est resté le plus grand marché mondial des casinos, une position qu'elle garde depuis 2006.

Grâce à la manne du tourisme lié aux jeux, Macao a continué à développer son secteur d'activités relatif aux salons et aux congrès et ses industries créatives et culturelles. Elle a accueilli des salons professionnels, des congrès et des événements dans de nouveaux domaines

¹ Tous les indicateurs économiques relatifs à l'économie de Macao correspondent à des statistiques officielles publiées par le service des statistiques et du recensement du gouvernement de la RAS de Macao.

² Source: bureau de l'inspection et de la coordination des jeux du gouvernement de la RAS de Macao.

tels que l'automobile, la navigation de plaisance, l'aviation, l'environnement et la recherche médicale. Les exploitants de casinos ont construit des centres commerciaux de luxe et ont accueilli des spectacles de divertissement pour attirer les touristes. Beaucoup d'autres villes asiatiques continuent à percevoir Macao comme un modèle de réussite.

Les secteurs du tourisme et des jeux de Macao devraient encore se développer dans les années à venir. En 2013, 10 nouveaux hôtels d'une capacité d'environ 4 300 chambres étaient en cours de construction. Dix-huit nouveaux dossiers de demandes de permis de construire d'hôtels d'une capacité de 18 500 chambres ont été présentés au gouvernement à des fins d'approbation. Cette capacité supplémentaire vient s'ajouter aux 26 000 chambres d'hôtel actuelles à Macao, ce qui signifie que la capacité hôtelière va presque doubler d'ici 2018 avec au total 49 000 chambres.

Pour maîtriser la croissance du secteur des jeux, le gouvernement a plafonné le nombre de tables de jeux. Ce plafond de 5 500 tables a été atteint à la fin de l'année 2012. En 2013, le gouvernement a décidé d'accorder l'exploitation de 250 nouvelles tables de jeux à deux casinos qui venaient d'être construits. Il a maintenu la règle selon laquelle l'exploitation de nouvelles tables de jeu ne peut être accordée qu'à condition que leur activité soit proportionnelle à celle des activités autres que le jeu (telles que le commerce, les congrès, les spectacles de divertissement, etc.) qui sont exploitées par le nouveau casino concerné. Compte tenu de la croissance rapide de l'industrie des jeux, Macao a accompli des efforts considérables pour faire en sorte que ce secteur respecte les cadres pertinents et se conforme davantage aux normes du groupe d'action financière (GAFI). L'UE encourage les autorités de Macao à poursuivre tous les efforts nécessaires pour prendre des mesures à l'égard des risques inhérents au secteur des jeux et est prête à participer à des échanges dans ce domaine.

En dépit des efforts déployés par le gouvernement, la structure économique de Macao ne s'est pas énormément diversifiée ces dernières années. Les jeux ont contribué de façon croissante à son PIB, en passant de 32,3 % en 2009 à 45,9 % en 2012³. Un quart de l'ensemble de sa main-d'œuvre était employé dans le secteur des jeux et des activités liées au divertissement. Les recettes fiscales de l'État proviennent principalement de la taxe sur les jeux. Les exploitants de casinos reversent 35 % de leurs revenus bruts au titre de cette taxe, ce qui a pu représenter 81 % des recettes fiscales de Macao en 2013⁴.

Compte tenu de la forte croissance du secteur des jeux en 2013, Macao est confrontée à une situation d'inadéquation en matière de ressources humaines. La plupart de l'année, le taux de chômage est resté extrêmement faible avec une valeur de 1,8 %. Macao a dès lors fait appel à un grand nombre de travailleurs et professionnels étrangers pour répondre aux besoins croissants de son économie. Le nombre de travailleurs étrangers, qui inclut les étrangers autorisés à séjourner à Macao en vertu d'un visa/permis de travail ainsi que les étrangers

³ Source: service des statistiques et du recensement du gouvernement de la RAS de Macao.

⁴ Source: bureau des services financiers du gouvernement de la RAS de Macao.

franchissant la frontière, a atteint le chiffre record de 137838 travailleurs fin 2013, ce qui représente 37% de la main-d'œuvre totale. Alors que le monde de l'entreprise a appelé à l'instauration d'un système plus flexible d'importation de main-d'œuvre pour alléger les déficits dans ce domaine, les syndicats ont fait pression pour que les mesures protectionnistes à l'égard des travailleurs locaux soient maintenues et leur réservent des emplois stratégiques, comme les postes de croupier dans les casinos. Dans son discours annuel pour l'année 2014, le chef de l'exécutif a confirmé que le gouvernement allait maintenir la politique actuelle accordant la priorité aux résidents pour les emplois disponibles et garantissant l'interdiction d'accès des non-résidents aux postes de croupier.

En octobre 2013, le gouvernement de Macao a organisé la première consultation publique relative au salaire minimum pour certains métiers. Cette consultation proposait l'instauration d'un salaire minimum pour deux métiers: les agents de sécurité et les gardiens employés par les entreprises de gestion de propriétés. Macao est le seul territoire de la République populaire de Chine où la loi ne prévoit pas de salaire minimum.

Vu les possibilités qu'elle offre en matière de diversification économique, l'intégration régionale est une priorité stratégique du gouvernement. L'accord de partenariat économique renforcé (CEPA) entre la RAS de Macao et la Chine continentale est resté un instrument fondamental qui contribuera à libéraliser complètement le commerce d'ici 2015. Le 30 août 2013, les deux parties ont signé le supplément X qui prévoit un élargissement de l'accès aux entreprises de Macao dans 28 secteurs et sous-secteurs des services en Chine continentale. Entre le début de sa mise en œuvre en 2004 et la fin du mois de juillet 2013, 435 certificats au total ont été délivrés à des prestataires de services de Macao. Actuellement, 383 mesures de libéralisation des services commerciaux sont rattachées à l'accord CEPA.

Le développement de la zone économique spéciale sur l'île de Hengqin à Zhuhai, la commune voisine de Macao sur le continent, constitue l'un des résultats positifs de la coopération avec Guangdong en vertu de l'accord-cadre de coopération Macao-Guangdong. La zone industrielle Macao-Guangdong sur l'île de Hengqin a suscité beaucoup d'intérêt de la part d'entreprises du continent et de l'étranger. Quatre-vingt-neuf demandes de création d'activités commerciales dans la zone industrielle ont été déposées, notamment dans les secteurs du tourisme, des hautes technologies, de la culture, des équipements médicaux et des services financiers. La construction du campus de Hengqin de l'université de Macao a également été achevée le 20 juillet 2013. Même s'il est situé sur le continent, le nouveau campus de l'université de Macao relèvera de la compétence des autorités de la RAS de Macao.

Macao a continué à tirer parti de son rôle de centre d'activités commerciales et de coopération entre la Chine et les pays lusophones. Plusieurs événements majeurs ont été organisés en 2013, notamment la quatrième conférence ministérielle du forum pour la coopération économique entre la Chine et les pays lusophones, qui s'est déroulée du 5 au 6 novembre.

COOPERATION UE - MACAO

En 2013, l'UE et Macao ont célébré le 20^e anniversaire de l'entrée en vigueur de l'accord de commerce et de coopération entre l'Union et la RAS de Macao. L'événement marquant de cet anniversaire fut la visite le 23 novembre du président de la Commission européenne, José Manuel Barroso. Le président Barroso a rencontré le chef de l'exécutif, M. Chui Sai On, et d'autres membres du gouvernement de la RAS. Il a pris la parole au cours d'une conférence publique liée à ces festivités en compagnie du chef de l'exécutif et a inauguré une exposition de photographies des capitales de l'UE. La Poste de Macao a publié deux timbres célébrant cet anniversaire particulier.

La commission mixte qui a été créée en vertu de l'accord bilatéral UE-Macao s'est réunie le 15 novembre 2013. Elle a dressé un bilan globalement positif du développement des relations bilatérales depuis l'entrée en vigueur de l'accord. Le commerce a prospéré et un vaste éventail d'activités de coopération s'est développé dans des domaines d'activités couvrant les affaires juridiques, l'éducation, la recherche et la formation d'interprètes. La commission a également abordé le thème de la coopération en matière de fiscalité, en tenant compte de l'évolution internationale de l'échange automatique d'informations entre les administrations fiscales. Il a également été question à l'ordre du jour de la protection des droits de propriété intellectuelle et des marchés publics, y compris de l'accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce, et de l'intégration régionale. Il a été établi qu'il existait un intérêt mutuel en matière de coopération dans de nouveaux domaines, tels que la culture, les industries créatives et la protection de l'environnement. Le gouvernement de Macao a présenté des propositions de développement d'activités dans le domaine de la coopération juridique, de la protection de l'environnement, de la lutte contre la traite des êtres humains et des industries culturelles et créatives.

L'UE et la RAS de Macao ont signé un accord horizontal sur certains aspects des services aériens au cours d'une cérémonie qui s'est déroulée le 23 novembre 2013 en présence du chef de l'exécutif de Macao, Chui Sai On, et du président de la Commission européenne, José Manuel Barroso. Cet accord va rétablir la sécurité juridique de quinze accords bilatéraux relatifs aux services aériens qui ont été établis entre Macao et différents États membres de l'UE et représentera une base solide pour le développement des relations entre l'UE et Macao dans le domaine de l'aviation.

Le commerce bilatéral entre l'UE et Macao a connu une forte croissance en 2013. Son montant total a augmenté de 28,3 % pour atteindre 656,5 millions d'EUR⁵. Les exportations de l'UE vers Macao ont augmenté de 37 % et se sont établies à 542 millions d'EUR, à mesure que la demande d'importations de Macao, stimulée par son économie vigoureuse, augmentait. Le marché des exportations de l'UE a été dominé par l'aviation, les articles en cuir et les boissons (principalement le vin). Les importations de l'UE en provenance de Macao sont restées stables, à hauteur de 114,5 millions d'EUR. En 2013, l'UE a enregistré des excédents

⁵ Source: Eurostat (base de données Comext).

commerciaux avec Macao de 428 millions d'EUR. L'UE a été le deuxième fournisseur de Macao après la Chine, sa part atteignant 23 % de ses importations en 2013⁶.

La chambre de commerce européenne à Macao a été mise en place en 2013 et a été officiellement inaugurée le 23 novembre par le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso. Avant cet événement, la chambre de commerce européenne à Hong Kong avait pris les dispositions nécessaires pour que l'UE participe aux deux événements annuels de premier plan à Macao, le forum d'investissement de Macao et le forum et l'exposition macanais consacrés à la coopération internationale dans le domaine de l'environnement. La participation de l'UE, aux côtés des entreprises de l'UE, réunies pour ces deux occasions sous un même pavillon, a conféré une grande visibilité à ces entreprises. Ces deux événements ont également représenté une bonne plateforme de mise en réseau pour les visiteurs en provenance de Chine continentale.

Depuis son lancement en décembre 2012, le programme d'enseignement supérieur européen de Macao a développé ses premières activités. Ce programme, géré par un consortium dirigé par l'université de Macao, est à l'origine de l'organisation de différents séminaires, d'une grande conférence célébrant le vingtième anniversaire de l'accord bilatéral UE-Macao, de plusieurs manifestations qui se sont déroulées pendant la visite du président Barroso et d'une simulation réussie d'une réunion du Conseil européen sur le modèle de l'UE.

L'UE et Macao ont poursuivi la formation d'interprètes bilingues en chinois et en portugais au titre d'un protocole d'accord qui a été signé en 2012. Ces interprètes ont été formés cinq mois à Macao et à Bruxelles.

Une exposition photographique sur Macao, intitulée «Bridging Time» (des ponts à travers le temps), a été inaugurée au siège de la Commission européenne en décembre 2012 et a été prolongée jusqu'en juin 2013.

L'UE continuera à entretenir ses relations avec la RAS de Macao, à resserrer les liens économiques et commerciaux, à renforcer la coopération avec les entreprises et la société civile et à promouvoir la mobilité et les échanges avec la population de Macao. Les grandes priorités de 2014 incluent la coopération juridique, la protection de l'environnement, la lutte contre la traite des êtres humains, les échanges culturels et la coopération universitaire. Dans le cadre de sa coopération en matière de diversification économique de Macao, l'UE a proposé d'instaurer un dialogue sur le cadre réglementaire visant à faciliter le commerce et les investissements, y compris sur le plan de la concurrence, des marchés publics, des procédures réglementaires et des droits en matière de propriété intellectuelle. Elle souhaite également vivement coopérer avec Macao pour promouvoir les intérêts commerciaux de l'UE dans la zone économique spéciale de Hengqin et dans le cadre d'autres initiatives économiques de premier plan.

⁶ Source: service des statistiques et du recensement du gouvernement de la RAS de Macao.